

17 octobre 1961 - 17 octobre 2014

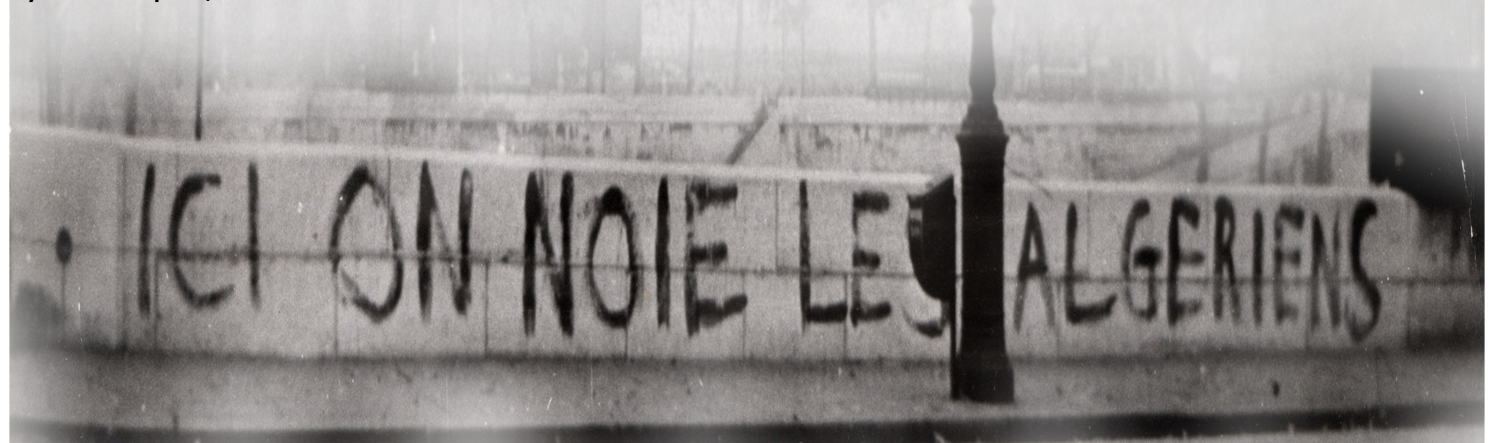
53ème Anniversaire - Vérité et Justice

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé par Maurice Papon, préfet de police de Paris. Ils défendaient leur droit à l'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce jour-là, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés – notamment par la "force de police auxiliaire" – ou, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie. Des centaines perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrême des forces de police.

53 ans après, la Vérité est en marche. Cependant, la France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées, - en particulier la Guerre d'Algérie - non plus que dans le cortège de drames et d'horreurs qu'elles ont entraînés, comme ce crime d'État que constitue le 17 octobre 1961. Le 17 octobre 2012, le Président de la République a certes fait un premier pas important, en déclarant "Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes." Mais le terme de **crime** n'est pas repris, et la responsabilité, sous entendue, n'est pas clairement définie. Certains osent encore aujourd'hui continuer à parler des "bienfaits de la colonisation", à célébrer le putsch des généraux à Alger contre la République, à "honorer" les criminels de l'OAS.

**On ne construit pas la démocratie sur des mensonges et des occultations.
Après un demi-siècle, il est temps :**

- que le Président de la République, au nom de la France, confirme, par un geste symbolique, la reconnaissance et la condamnation de ce crime d'état



- que la Fondation pour la Mémoire de la Guerre d'Algérie vantant « les mérites de la colonisation » soit redéfinie sur des bases totalement différentes.
- que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans l'internement arbitraire, pendant la Guerre d'Algérie, d'Algériens dans des camps.
- que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans l'abandon des harkis, les massacres et l'enfermement dans les camps en France en 1962.

- que la liberté d'accès aux archives soit effective pour tous, historiens et citoyens.
- que la recherche historique sur ces questions soit encouragée, dans un cadre franco-algérien, international et indépendant.

Ce n'est qu'à ce prix que pourra disparaître la séquelle la plus grave de la Guerre d'Algérie, à savoir le racisme dont sont victimes aujourd'hui nombre de citoyennes et citoyens, ressortissants d'origine maghrébine ou des anciennes colonies, y compris sous la forme de violences policières récurrentes, parfois meurtrières.

Nous dédions aussi cette journée au peuple Palestinien qui est victime, aujourd'hui, d'un colonialisme criminel de la part de l'état d'Israël et qui lutte et résiste pour un Etat Palestinien.

A l'occasion de ce 53ème anniversaire, nous exigeons Vérité et Justice.

Le 17 octobre 2013, Strasbourg s'est dotée d'une place du 17 octobre 1961, inaugurée par le sénateur-maire de la ville de Strasbourg en présence de près de 300 personnes, dédiée à la mémoire des victimes de la répression sanglante, cette place est la concrétisation de la proposition du collectif « d'ailleurs nous sommes d'ici »

Rassemblement :

Vendredi 17 Octobre 2014 à 17h30 au Pont du Corbeau Strasbourg

Signataires : Collectif "D'ailleurs nous sommes d'ici": ASTU, ATMF 67, Attac Strasbourg, Comité de Strasbourg du MRAP, FSU 67, IJAN, NPA 67, PCF 67, UJFP 67.

Soutenu par: Alsace Syrie, Attac Vosges du Nord, Calima, CGT Pôle emploi, Ensemble!-FdG , Compagnie Arc en Ciel Théâtre Forum, GU 67, MJCF 67.